

sang plus vite dans les veines, nous jetons notre cri de délivrance, laissant dans leur fange la troupe abjecte des *Sans-Patrie*, spéculateurs véreux et sans scrupules, politiciens avides et corrompus, fonctionnaires partiaux et serviles, émasculés de toutes espèces, gens repus, jouisseurs et lâches qui, sans même se faire illusion sur notre situation politique et sociale, par une honteuse compromission avec leur conscience, acceptent avec un pouvoir étranger ce modus vivendi qui nous avilit aux yeux des autres peuples.

Puisant notre énergie dans la sainteté de notre cause, nous prétendons user d'un droit imprescriptible en cherchant à nous affranchir de la tutelle britannique.

Une tutelle suppose un incapable ou un interdit. Le peuple canadien est-il donc si misérable qu'il lui faille subir une telle disgrâce. Cinq millions d'homme honnêtes et courageux, occupant un pays plus grand que l'Europe toute entière, doivent-ils continuer plus longtemps à courber la tête sous la férule britannique ?

Evidemment non, et comme ils en ont le droit, ils proclameront leur INDÉPENDANCE.

Et légalement l'Angleterre ne pourra les en empêcher.

— "La Grande Bretagne, a dit Clarke Wallace au parlement canadien, peut nous abandonner, MAIS ELLE N'A PAS LE DROIT DE NOUS PRESCRIRE NOTRE ALLÉGÉANCE POUR L'AVENIR. De plus, en supposant que l'Angleterre fût disposée à violer la loi et à employer la violence pour étrangler la liberté, son intérêt même l'empêcherait de le faire. Elle se souviendrait de ces paroles mémorables de Lord John Russell au parlement de Londres. — *Lorsque la majorité dans une de nos colonies déclarera par ses représentants qu'elle désire se séparer de Nous. IL NE FAUDRA EN AUCUNE FAÇON TENTER DE LA RETENIR.* Les fautes commises jadis par George Grenville, Charles Townshend et Lord North qui par leurs obstinations maladroites, amenèrent la guerre de l'indépendance des États-Unis, ne pourront jamais se répéter."

Et l'Angleterre s'inclinerait sous la volonté formellement déclarée du peuple canadien.

Le temps d'agir est donc arrivé. Non seulement notre dignité se refuse à accepter plus longtemps la tutelle anglaise, mais l'avenir de notre patrie dépend de l'énergie que nous montrerons à réaliser au plus tôt ce projet grandiose du CANADA LIBRE.

Pour les esprits que le fanatisme anglais, l'intérêt personnel ou l'ignorance n'a aveuglé pas, il est évident que le Canada marche à grands

pas vers la faillite. Ce n'est pas une crise qui nous traversons depuis deux ans, *c'est notre agonie qui commence !*

Rappelez-vous ce cri d'alarme jeté par Honoré Mercier, il y a quatre ans déjà. "Le régime confédératif étouffe notre essort."

"Ce majestueux St Laurent la plus belle ligne de navigation fluviale et océanique qui existe au monde ; ces splendides canaux qui sillonnent notre pays ; cet immense réseau de chemins de fer qui enserrent le Canada ; tous ces grands moyens de transport dont nous avons raison de nous enorgueillir, languissent et végètent faute d'un trafic. Nos établissements industriels périssent faute d'une population généreusement distribuée dans toutes les parties du pays et voient leur exploitation paralysée faute de marchés appropriés à l'écoulement de ces produits.

"Nos richesses forestières ne pouvant s'écouler sur les marchés européens à cause des tarifs douaniers qui nous en ferment les portes sont et resteront stériles pour nous.

"L'agriculture ne fait pas exception à la règle générale. L'agriculture se meurt. Vous en avez la preuve accablante par le découragement qui s'accroît tous les jours chez les cultivateurs, et qui se traduit par l'accroissement du flux de l'émigration, lequel a pris aujourd'hui les proportions d'une calamité nationale. Or cette émigration s'étend aussi aux classes ouvrières de nos villes, et même, dans une portion peut-être encore plus considérable, aux classes commerciales et professionnelles. Nous pouvons affirmer que les États-Unis à eux seuls, donnent aujourd'hui asile à UN MILLION CINQ CENT MILLE canadiens !!!

Et continuant son impitoyable démonstration, Mercier ajoutait : "Notre dette publique augmente dans des proportions effrayantes.

"Elle s'est accrue en quelques années, de 250 p.c tandis que l'augmentation de nos revenus reste presque stationnaire. Les impôts, les taxes, les licences nous écrasent de plus en plus. Notre commerce nous épuise et nous ruine, notre exportation étant de beaucoup inférieure, à notre importation, l'argent que nous retirons de la vente de nos produits ne payant pas la dixième partie des produits que nous sommes forcés d'acheter à l'étranger.

"Or nous avons les mêmes tarifs protecteurs qu'aux États-Unis. D'où vient donc cette disgrâce qui nous frappe ?

"De ce que le Canada n'est qu'une colonie ne pouvant faire sans l'Angleterre les traités de